

## La zone euro à deux vitesses, c'est pour le 9 décembre

Sarkozy et Merkel envisageraient la création d'un nouveau pacte de stabilité, avec une intégration fiscale plus poussée entre certains membres... et enfin une intervention de la BCE ?

Pour sauver la zone euro, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel auraient décidé de prendre le taureau par les cornes. Selon une information du journal allemand [Welt am Sonntag](#), **la chancelière allemande et le président français songeraient à la mise en place d'une "super-zone euro" plus intégrée, comprenant entre 9 et 17 membres.**

Créé sur le modèle des accords de Schengen (qui ne regroupent que 22 des 27 membres de l'UE), par le biais d'accords bilatéraux, ce nouveau pacte de stabilité permettrait d'accélérer l'intégration fiscale européenne tout en évitant la longue et laborieuse procédure de révision des traités européens. Cette procédure ne requiert la participation que de 9 Etats-membres minimum, mais Paris et Berlin feraient de la participation de Rome un impératif.

L'accord, qui pourrait être annoncé le 9 décembre, prévoirait le durcissement de l'application des règles budgétaires (*actuellement, le pacte de stabilité interdit les déficits supérieurs à 3%, un chiffre dépassé par la majorité des membres, y compris la France*). **Plus important encore, une plus grande intégration fiscale ouvrirait peut-être la voie à un interventionnisme plus poussé de la Banque centrale européenne (BCE)**, comme le souligne [Business Insider](#).

Réclamé par la majorité des pays européens et pour l'instant [refusé par l'Allemagne](#), **le rachat par la BCE des dettes souveraines des Etats n'est désormais plus un tabou**, comme l'indique un banquier central cité par le *Welt* : "*si les politiques s'accordent, la BCE est prête à foncer et aider*". L'article sous-entend que la chancelière Merkel pourrait finalement céder sur ce point, "*harcelée par ses partenaires européens*" et "*mise sous pression par les marchés financiers*".

Mais rien n'est gagné, car l'influent banquier central Jens Weidmann, qui siège au conseil de la BCE, demeure fermement opposé à cette solution, qui pourrait entraîner de l'inflation et diminuer la crédibilité de l'institution, censée être indépendante.